

ÉTATS GÉNÉRAUX DE
STATEN-GENERAAL VAN
CITIZENS' FORUM OF

 RUXELLES
RUSSEL
RUSSELS



PARTAGER NOTRE PASSION POUR LA VILLE

NOVEMBRE 2008 - AVRIL 2009

CONCLUSIONS



PLATEFORME DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
PLATFORM VAN DE CIVIELE MAATSCHAPPIJ
PLATFORM OF THE CIVIL SOCIETY



bruXselforum*



INTER-ENVIRONNEMENT
BRUXELLES



AVEC LE SOUTIEN DE
MET DE STEUN VAN
WITH THE SUPPORT OF



Vrije Universiteit Brussel



UNE VOLONTÉ DE RASSEMBLER LES FORCES VIVES DE LA VILLE

Entre novembre 2008 et avril 2009, Bruxelles a vécu, au cours des six mois de ses États généraux, un processus démocratique inédit d'une rare intensité.

Les dix organisations de la "Plate-forme de la société civile", qui ont mis l'événement sur pied, en font aujourd'hui le bilan et adressent leurs conclusions aux citoyens de Bruxelles, à la société civile organisée et aux responsables politiques.

Bruxellois, Flamands, Wallons, Belges, Européens, ou autres citoyens du monde, pour qui Bruxelles représente quelque chose, nous vous demandons d'entendre ce que la société civile bruxelloise désire vous dire et vous invitons à vous en saisir. A vous Bruxellois, qui êtes concernés au premier chef, nous demandons instamment de prendre votre avenir en main avec toutes celles et ceux qui, à Bruxelles et ailleurs, veulent contribuer à ce que cette ville relève les défis qui sont les siens et devienne un exemple pour l'Europe et tous les Européens.

Les Etats généraux de Bruxelles ont suscité une **large mobilisation**. Plus de 2.600 personnes ont participé aux cinquante heures de discussions organisées en 18 réunions, plusieurs milliers ont souhaité être tenu informés, les notes de synthèse ont été téléchargées à plus de 25.000 reprises, un large public a suivi nos discussions à travers les medias et sur Internet. Jamais par le passé une délibération d'une telle ampleur n'avait eu lieu à l'échelle de la Région

de Bruxelles-Capitale à propos de l'avenir de la ville-région et de sa zone métropolitaine.

Les dix initiateurs ont pu compter sur l'**engagement des universités**. Celles-ci ont mobilisé, en un laps de temps très court, une centaine de scientifiques. Leurs seize notes de synthèse dressent une fresque, particulièrement pertinente, des constats, des questions-problèmes et des pistes d'action avancées pour affronter les difficultés que connaît la ville et pour s'engager résolument vers le futur. De très nombreux **témoins privilégiés et des acteurs économiques, sociaux, politiques et culturels de Bruxelles** ont également enrichi les débats et partagé leur expérience ainsi que leur expertise avec les autres citoyens. Le bilan des États généraux est riche de l'ensemble de ces contributions (voir sur www.etatsgenerauxdebruxelles.be). Il est à la disposition de tous et en particulier des responsables politiques. Enfin, nous sommes fiers d'avoir créé, comme rarement, un **espace de dialogue entre néerlandophones et francophones** qui, chacun dans leur langue, ont pu s'exprimer dans le respect mutuel.

Nous avons instauré une forme et un esprit de débat démocratique, sérieux, courtois et à l'écoute de l'autre. Les États généraux de Bruxelles ont soulevé un énorme vent de fraîcheur. Nous nous en félicitons.

Nous n'avons cependant pu éviter certains **déficits** de la démocratie participative, ni surmonter toutes les fractures dont cette ville est la victime. Les Bruxellois

ÉTATS GÉNÉRAUX DE
STATEN-GENERAAL VAN
CITIZENS' FORUM OF

 RUXELLES
RUSSEL
RUSSELS

issus de l'immigration populaire et des milieux européens ont trop peu participé à nos travaux. La méconnaissance de la langue de l'autre a pu constituer un obstacle à la communication entre tous. Les jeunes devront être davantage mobilisés. Nous sommes conscients de ces déficits et chacun de nous compte poursuivre ses efforts pour y remédier.

Les États généraux de Bruxelles ont en tout cas contribué à réhabiliter le débat politique, au sens d'un intérêt pour les affaires de la cité. Ils ont rassemblé toutes celles et ceux que cette ville passionne. Ils ont créé un grand espoir. Après avoir initié ce processus, nous sentons la responsabilité qui nous incombe, de ne décevoir personne. Nous nous engageons en tant que société civile de cette ville, à ne pas relâcher la mobilisation, à maintenir en vie et à élargir ce nouvel espace de débat démocratique, à contribuer à la construction d'une opinion publique bruxelloise crédible.

Ce souffle nouveau doit pouvoir rayonner. Les États généraux de Bruxelles nous ont livré un bel état des lieux. Nous en présentons ici les idées-forces, les urgences incontournables, les logiques implacables. Nous appelons toutes les organisations de Bruxelles, les participants au processus et tous nos concitoyens à reprendre le débat, à prendre position par rapport à nos conclusions. Nous voulons que ce document soit

largement diffusé et partagé à travers la société. Nous espérons surtout que nos gouvernants, à tous les niveaux de pouvoir, du communal au fédéral et à l'europpéen, en passant par le communautaire et le régional, entendent clairement l'appel et en tiennent compte dans les négociations à venir.

De nombreuses pistes d'action ont été soulevées. Plutôt que d'en faire le catalogue, nous vous livrons nos conclusions sous forme de cinq chantiers qui doivent définir une vision pour Bruxelles, un projet d'avenir et une manière dont la cité doit être gérée.

Nous sommes conscients du fait que cela implique des changements sensibles dans nos manières de faire. C'est à cela qu'appelle solennellement la société civile de Bruxelles.

CINQ GRANDS CHANTIERS POUR BRUXELLES

1] PROFITER DU “CITY BOOM” POUR FAIRE DE BRUXELLES UNE VILLE DURABLE

Bruxelles est la plus grande ville du pays. Après des décennies de déclin, la population bruxelloise s'est remise à croître à un rythme soutenu depuis quelques années. Nous avons aujourd'hui plus de 1.050.000 habitants, sans compter les dizaines de milliers non enregistrés, qu'ils soient en demande d'asile ou de passage chez nous (étudiants, visiteurs, stagiaires, etc.). Mieux encore, le Bureau du Plan prévoit jusqu'à 150.000 nouveaux habitants à l'horizon 2020 (sans considérer de scénario volontariste en la matière). C'est une chance car il s'agit surtout d'une population jeune, d'origines diverses, qui doit nous permettre d'envisager un avenir dynamique pour Bruxelles.

C'est aussi un défi car le “city boom” augmentera inmanquablement les besoins en logements (sans doute 50.000), en emplois, en infrastructures (crèches, écoles, transports en commun, etc.) et en tissu associatif, dans une ville qui peine déjà à satisfaire les demandes actuelles. Et ces nouveaux Bruxellois (pauvres ou riches) ne contribueront pas nécessairement à renforcer l'assiette fiscale déjà insuffisante de notre Région.

S'il n'est pas préparé, le “city boom” risque donc d'aggraver la dualisation qui sévit au sein de la population et de compromettre la capacité des pouvoirs publics à financer ces nombreux nouveaux besoins.

Cette situation nous force dès lors à accélérer fortement le rythme et à changer à très court terme les modes de gestion et de planification de la ville, afin de pouvoir réagir de manière beaucoup plus performante et faire de ce défi une opportunité.

1. MIEUX PLANIFIER ET INTÉGRER LES DIFFÉRENTES POLITIQUES URBAINES

Pour des raisons historiques et institutionnelles, la planification intégrée n'est pas le fort de Bruxelles. Mais le défi démographique impose aujourd'hui de réussir dans ce domaine sans tarder. Un nouveau Plan Régional de Développement (PRD) doit parvenir à faire émerger, très rapidement, une vision et un programme stratégique intégrés, mobilisant la population dans un grand exercice de démocratie participative. Ce plan devrait d'emblée associer, sous l'égide de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Europe, le fédéral, les deux autres Régions, les Communautés et les communes et, au-delà, les quartiers, le monde socio-économique et le secteur associatif.

Ce PRD doit être l'arbitre des grands équilibres et non une somme de projets déconnectés, sans vue d'ensemble. Le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS), le Plan Régional des Déplacements IRIS et le Plan de Développement International (PDI) doivent

être mis en concordance avec le Plan Régional de Développement et doivent traduire son projet de ville. Schémas directeurs et contrats de quartier doivent aussi s'y articuler.

Nous voyons différents enjeux structurants dans un tel PRD, comme la gestion de la densité urbaine et des centralités urbaines, le défi environnemental, ou la lutte contre la dualisation territoriale. À cet égard, on pourrait, par exemple, transformer la zone du canal en un trait d'union entre les deux moitiés de Bruxelles et en une opportunité de développement des fonctions nécessaires à la ville durable, en évitant les effets pervers de la gentrification.

De manière générale, faire face au "city boom", c'est mettre au point une vision intégrée du développement urbain et articuler les différentes politiques de manière transversale.

2. RENFORCER LE LOGEMENT ET AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

La densité moyenne de Bruxelles n'est pas très élevée (65 habitants par hectare) mais dans une fourchette variant de moins de 20 habitants à plus de 200 selon les communes. Une densification globale est possible (par exemple, 85 habitants par hectare) à condition qu'elle se fasse de manière différenciée, avec une densification résolue dans les zones bien desservies par les transports publics et, dans le même temps, avec une déconcentration de certaines zones, notamment centrales, et une politique d'espaces laissés volontairement libres. La densification doit aussi se réaliser en tenant compte de la géographie de Bruxelles (ses vallées et bassins versants) et sans mettre en péril les maillages vert et bleu, à l'intérieur de la Région comme à sa périphérie.

Pour contrer l'exode urbain et pour insérer humainement les nouveaux arrivants, nous devons impérativement résoudre les crises du logement et améliorer le cadre de vie des Bruxellois.

Lutter contre l'exode nécessite la mise à disposition de suffisamment de logements en mesure de rencontrer, quantitativement et qualitativement, la diversité socio-économique et familiale des citoyens de la Région, et de les répartir équitablement. Cela doit se réaliser tant à l'initiative du secteur public, que du secteur privé et que d'un partenariat public/privé. Toute politique de logement social devra veiller à favoriser une mobilité sociale vers le haut.

Cette augmentation de l'offre de logements passe aussi par la remise à niveau des logements insalubres, par la rénovation et la réaffectation d'immeubles totalement vides (comme certains bureaux) ou partiellement vides (comme les étages au-dessus de certains commerces) et doit impérativement se faire selon les principes de l'éco-rénovation et de l'éco-construction, qui sont des secteurs économiques à développer pour préserver l'avenir de la ville.

Améliorer le cadre de vie des Bruxellois, c'est y intégrer des services à la collectivité, de la mobilité douce, de la mixité fonctionnelle, de la biodiversité, une lutte contre tous les types de pollution (de l'eau, atmosphérique et sonore) et des espaces publics permettant la détente et la rencontre. En complément d'un bon logement, cette amélioration sensible de la qualité de la vie urbaine est indispensable pour convaincre les habitants et les familles de rester à Bruxelles ou de venir s'y installer.

3. STIMULER UN DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI BRUXELLOIS

L'accroissement démographique imposera de produire des emplois destinés à cette population, à l'intérieur de la Région ou dans un rayon accessible. Il faut par ailleurs s'attacher à tout prix à créer de l'emploi nouveau à Bruxelles, adapté au profil professionnel des populations en sous-emploi. Il faut également favoriser l'accès (dans tous les sens du terme) des demandeurs d'emploi bruxellois aux emplois extérieurs à la Région. A cette fin, un vrai pacte métropolitain doit être conclu avec les deux Régions voisines.

À politiques inchangées, le "city boom" va amplifier l'écart existant entre la demande d'emplois non qualifiés et l'offre essentiellement tertiaire. Pour répondre à ce défi, il faut encourager un développement économique de proximité, moins sujet aux délocalisations. Cela nécessite de lui assurer une place dans le tissu urbain (magasins, ateliers, entrepôts,...). Il s'agit aussi de tirer parti, notamment au niveau du commerce, de la diversité ethnique des populations bruxelloises.

L'internationalisation de la ville ne doit pas seulement reposer sur une approche cosmopolite subie ou encouragée, s'accompagnant de l'arrivée de populations venant de l'extérieur, mais doit aussi se baser sur une approche multiculturelle tirant parti de la population qui réside dans la Région. Il s'agit aussi de développer l'économie existante avec le concours et les talents de l'immigration populaire.

Il s'agit enfin de promouvoir une économie basée sur les cycles de la matière (tirant parti de la réutilisation des biens, le recyclage des déchets et l'optimisation

du cycle énergétique) et privilégiant la mutualisation des ressources (économie de la fonctionnalité où l'usage des biens matériels est privilégié sur leur possession).

4. OSER IMPOSER UNE MOBILITÉ DURABLE

La demande toujours plus grande de mobilité sur un espace limité implique qu'il faille rationaliser cette mobilité, tout en réduisant les déplacements motorisés inutiles.

Bruxelles est une ville avec une concentration d'activités tertiaires importante à l'origine de nombreux problèmes de mobilité. Ces problèmes engendrent une congestion automobile qui est dommageable à l'activité économique dans la ville, et provoquent également une pollution aux conséquences reconnues sur la santé des habitants (les Bruxellois vivent 15 mois de moins que la moyenne nationale à cause de cette pollution). Promouvoir la ville durable impose donc de repenser l'aménagement du territoire et la répartition des fonctions. Cela doit s'envisager à l'échelle de la Région bruxelloise, mais aussi à celle de sa zone métropolitaine, en partenariat de confiance avec les deux autres Régions.

Pour faire face au "city boom", des investissements nouveaux seront nécessaires dans le domaine des transports publics, selon des modalités de financement innovantes. Mais ils devront se faire à partir de données objectivées, en tenant compte de tous les paramètres, et non à partir d'a priori en faveur de tel ou tel mode, ou de telle ou telle commune. La Région bruxelloise doit également mettre tout en œuvre pour

obtenir que le développement du Réseau Express Régional serve aussi de **mode de déplacement intra-urbain** important et pour que la ville s'organise autour de lui.

La priorité à court terme va toutefois à une meilleure gouvernance et une réelle efficacité du système de transport bruxellois. Il n'est pas normal que des mesures évidentes (comme, par exemple, la télécommande des feux par les trams et bus ou l'aménagement de certains sites propres) tardent tant à être mises en œuvre. Cela implique aussi que la Région de Bruxelles-Capitale se donne les moyens de mieux coordonner, sur son territoire, l'ensemble de l'offre (STIB, TEC, De Lijn, SNCB, taxis, autos et vélos partagés,...), tous les acteurs publics (administrations

régionales, communes, police,...) et les acteurs privés (entreprises, écoles,...) concernés par la politique de mobilité. Il s'agit aussi d'être mieux à l'écoute des **attentes des usagers des transports publics** (par exemple, en matière de fréquences et de continuité des déplacements).

Le développement d'une véritable politique de logistique urbaine et de gestion du **transport de marchandises** est également nécessaire: la ville durable doit promouvoir l'inter modalité des transports et stimuler l'utilisation du rail et de la voie d'eau plutôt que de la route.

[2]

RÉUSSIR LA VILLE EN RÉDUISANT LA FRACTURE SOCIALE

Bruxelles est une ville socialement et géographiquement fortement dualisée. Cette dualisation se manifeste dans différents domaines. Ainsi, de très fortes disparités existent dans l'accès à l'enseignement, à la santé, etc.

Le manque d'intégration par le travail - 32% des enfants de Bruxelles vivent dans une famille sans revenu du travail - est la première cause de dualisation et génère une forte pauvreté dans la population. Ainsi, le revenu moyen des Bruxellois s'élève à 85% seulement de la moyenne nationale, alors qu'il était de 160% il y a cinquante ans. Un habitant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté. Un quart de tous les usagers des Centres Publics d'Aide Sociale (CPAS) de

Belgique vit à Bruxelles. Plus de 20.000 ménages bénéficient de régimes sociaux pour le gaz et l'électricité. Cette dualisation est fortement territorialisée: la pauvreté se concentre de plus en plus dans le "croissant pauvre" de Bruxelles.

Le développement économique de la ville - qui n'a jamais offert autant d'emplois qu'aujourd'hui - est orienté vers une population très qualifiée, en majeure partie extérieure à la ville. Il ne parvient pas à résoudre une crise sociale majeure caractérisée par un taux de chômage fort élevé (20% de la population active, soit près de 100.000 demandeurs d'emploi). S'il est clair qu'il faut poursuivre la formation et les aides à l'insertion dans le marché du travail, il est tout

aussi évident que l'on est confronté à un manque d'activités en lien direct avec les compétences existantes. Il s'agit donc bien là d'un sous-emploi structurel. Cette inadéquation entre offre et demande constitue le terreau d'une forte économie informelle, qui se décline dans les sous-emplois du travail au noir, lié à des conditions de travail inacceptables, et à une économie alternative de réciprocité et de proximité dans un certain nombre de quartiers.

1. RENFORCER LA POLITIQUE DES QUARTIERS

Tout modèle de développement, s'il veut répondre aux opportunités de l'internationalisation et de la croissance démographique, doit impérativement réduire la fracture sociale en partant des compétences acquises par les habitants et des situations d'emploi réelles. Cela suppose qu'à côté du développement de l'économie "d'en haut" et des programmes d'accompagnement individuel pour favoriser l'insertion socio-économique, une approche territoriale soit mise en œuvre. Il s'agit de porter toute l'attention requise aux stratégies de survie existant dans les quartiers et de mener des actions pour que cette économie "d'en bas" puisse se maintenir, se développer et au bout du compte s'articuler avec l'économie "d'en haut". A cet égard, il est essentiel de préserver et d'encourager la mixité des fonctions dans tous les quartiers où elle existe. Il y a lieu, par exemple, de développer l'esprit d'entreprise pour pouvoir investir dans les opportunités qui se présentent à la ville, même si dans un premier temps, cela doit se réaliser avec une productivité du travail et une rentabilité moindres. Il faut aider les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à répondre à de nouveaux besoins de la population et leur permettre d'assurer des services qui sont de plus en plus souvent assurés par de petites entreprises situées à l'extérieur de la Région.

Les "Contrats de quartier" doivent donc être réorientés pour devenir, à côté de l'indispensable rénovation du bâti, des leviers du développement socio-économique des quartiers fragilisés. Plus de temps doit être investi dans le développement et la qualité du projet global, temps nécessaire aussi pour y associer encore davantage les habitants. Il sera également utile de soutenir les projets locaux d'économie sociale, qui intègrent ressources du marché, aides publiques et volontariat.

La participation de tous les Bruxellois à l'essor social, culturel et politique de leur ville, ne sera possible que par le développement d'un programme d'éducation permanente. Pour mieux diffuser les savoirs concernant Bruxelles, nous suggérons de développer l'idée d'une "Université Urbaine populaire et cosmopolite".

La nouvelle économie implique de plus en plus la mise en réseau des individus. De nouveaux outils, comme les réseaux sociaux, permettent des déclinaisons très locales de ces formes de reliance entre citoyens et peuvent favoriser la mise en relation des compétences. A cette fin, il est urgent de réduire la nouvelle fracture numérique en équipant les quartiers populaires de services d'accès gratuit à Internet ou même de pouvoir mettre des ordinateurs personnels à disposition des familles les plus dépourvues.

2. AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'économie de services en plein essor est appelée à rencontrer d'importants besoins de main-d'œuvre de niveaux de qualification très différents dans les domaines de l'horeca, du nettoyage, de l'aide aux personnes, du commerce de proximité, du gardiennage, de la logistique, du transport public, de la

construction, de la rénovation et de la maintenance du bâti, du tourisme, de l'industrie culturelle, etc. Elle offre ainsi à de nombreux Bruxellois de **nouvelles perspectives de travail**, dont il importe cependant de garantir la qualité et pour lesquelles il s'agit de prévoir les formations adéquates.

Les aides publiques apportées à l'expansion de ces emplois de services (en économie, en emploi, de formation) doivent garantir l'égalité de traitement et la non-discrimination, la défense collective des travailleurs et un encadrement du marché du travail.

Des discriminations persistent à Bruxelles, liées essentiellement à l'origine étrangère de nombreux Bruxellois. Elles s'immiscent dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'école et des loisirs. Elles compromettent rudement les efforts de solidarité de la Région en faveur du développement social de la ville. Les campagnes de **lutte contre les discriminations à l'embauche** doivent être poursuivies et intensifiées. Elles doivent constituer une priorité pour les organisations d'employeurs et pour les syndicats. Un monitoring serré de ces discriminations doit être assuré.

L'insertion dans une économie ouverte à tous reste le meilleur moyen de lutte contre la fracture sociale.

3. RENFORCER LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET LES SERVICES AU PUBLIC

La dualisation de la ville a considérablement mis à mal la capacité de se loger de nombreux Bruxellois, mais aussi à se soigner, à éduquer leurs enfants, à se déplacer, à se divertir, à faire du sport, à se former et à se procurer un revenu par un travail décent et stable. La crise du logement, que l'évolution démographique risque d'aggraver encore, nécessite un

sursaut qualitatif en investissement et en tempo, afin d'**augmenter de façon significative la part publique** dans l'offre de logements. À cela, s'ajoutent les investissements nécessaires pour rencontrer les autres grands besoins mentionnés précédemment.

Le chantier est vaste parce que la coordination et le **développement de la politique d'équipements collectifs souffrent du sous-financement et de l'imbroglio institutionnel bruxellois**. La planification stratégique du développement social de la ville et des équipements sociaux des quartiers demeure l'une des grandes zones d'ombre de l'actuel Plan Régional de Développement.

Le financement de ces nouveaux équipements collectifs à créer devrait pouvoir être assuré par les **retombées financières** des efforts consentis par les Bruxellois en faveur du développement international de Bruxelles et de son attractivité économique. Il s'agit d'associer les usagers issus des deux autres Régions et de la fonction européenne à un pacte métropolitain de développement et de solidarité.

Le **service public** constitue un des acteurs essentiels du développement de la ville. Ses principes généraux (universalité, impartialité, continuité) sont **essentiels à la cohésion sociale**. Il importe de préserver le statut spécifique de ses agents et de ses services. Il importe également que ce service soit dispensé, selon le principe de subsidiarité, au niveau le plus approprié, en tenant compte de la double nécessité de proximité et d'efficacité de l'investissement, mais en s'assurant aussi qu'il soit dispensé également dans tous les quartiers.

[3]

UNE VISION POUR BRUXELLES : DEVENIR LA CAPITALE DE L'EUROPE

Bruxelles manque d'une ambition qui puisse rassembler et enthousiasmer les Bruxellois et tous ceux qui en Belgique, en Europe et dans le monde, sont intéressés au devenir de notre Ville-Région ou envisagent de s'y installer. Il s'agit de bien plus qu'une démarche publicitaire ou de city marketing visant à attirer touristes et investisseurs. Il s'agit plutôt de construire un imaginaire partagé qui représente un devenir et auquel les forces vives présentes et futures de la ville puissent adhérer. Une telle image attractive doit tout d'abord mobiliser les talents de la ville et rassembler les énergies. Elle doit exprimer la multiplicité des expériences des Bruxellois et ne pas se cantonner au seul développement international.

Par ailleurs, Bruxelles dépend aussi fortement de ses fonctions et connexions externes. Une vision pour l'avenir de Bruxelles doit situer la ville de manière positive dans un contexte mondial compétitif où la course aux investissements et aux talents fait rage. Mais il s'agit avant tout, sans nuire à personne, de montrer qui nous sommes: métissés et donc *zinnikes*. Nous devons représenter et développer notre singularité, sans nous cantonner dans des formats imposés par d'autres.

Les atouts de Bruxelles, qu'il y a lieu de mettre en évidence et de rendre attractifs, sont les suivants:

Bruxelles est une ville internationale et multilingue.

Plus de la moitié de la population est d'origine étrangère, presque la moitié des ménages est multilingue. Bruxelles est une ville résolument internationale et cosmopolite par la nature de ses diverses activités,

par son statut de multi-capitale, par la composante européenne de sa population, par sa position au centre de plusieurs grands pôles urbains européens et par son histoire et son patrimoine, à la croisée des grandes cultures.

Bruxelles est une ville culturelle et créative.

Elle remplit la fonction de capitale européenne et de métropole multiculturelle. Elle dispose d'un secteur artistique riche, diversifié et reconnu internationalement. On y trouve une grande offre culturelle renforcée par la présence de nombreuses institutions et écoles artistiques dont la renommée dépasse nos frontières. Sa situation géographique facilite grandement la circulation des biens, des services et des personnes.

Bruxelles est une ville de connaissance.

Avec ses nombreuses universités, hautes écoles et centres de recherche, Bruxelles est le plus grand pôle académique du pays, avec plus de 70.000 étudiants dans l'enseignement supérieur et plus de 13.000 chercheurs et professeurs. Cette place de choix dans la société de la connaissance est renforcée par la présence de nombreux lieux de création et de production et d'un tissu associatif particulièrement dense. Ces activités engendrent des retombées considérables, notamment sociales et économiques.

Par contre, Bruxelles accuse encore un lourd déficit quant à trois dimensions:

elle n'est pas aujourd'hui un modèle de ville durable, elle n'est pas un vrai lieu de dialogue interculturel, elle n'est pas l'espace où les chances d'avenir sont accessibles à tous.

1. CONSTRUIRE UNE IMAGE DU MÉTISSAGE ET DE LA CRÉATIVITÉ

La dimension internationale, culturelle et créative de Bruxelles n'est pas assez mise en avant comme autant d'atouts pour le développement de la ville. Souffrant de la fragmentation des niveaux de pouvoir et du cloisonnement entre les différents secteurs d'activités, Bruxelles reste tributaire d'un modèle de représentation à la Belge. Aujourd'hui, nous devons repenser la ville en la structurant autrement pour favoriser la rencontre interculturelle et pas seulement la juxtaposition multiculturelle. Nous devons créer un nouveau modèle pour raconter la ville, son histoire passée, son vécu présent et son avenir commun. Nous devons développer une vision ambitieuse qui réponde à la réalité bruxelloise et non à la représentation institutionnelle actuelle.

Développer la dimension internationale de Bruxelles doit aller au-delà de l'installation d'institutions ou de la recherche de nouveaux investisseurs. Il s'agit aussi de constituer une plate-forme d'intégration pour des citoyens d'horizons divers. Nous devons développer un projet commun émancipateur pour l'ensemble de la population, où les logiques de l'internationalisation "par le haut" et "par le bas" se croisent et se renforcent.

Trop d'initiatives sont confrontées aux politiques culturelles unilingues. Pourquoi ne pas valoriser la culture méditerranéenne ou slave comme composante intégrale de l'identité bruxelloise? Pourquoi ne pas installer une communication bicommunautaire sur la culture? Pourquoi les initiatives urbaines comme le Kunstenfestivaldesarts, BRXLBRAVO ou la Zinneke Parade rencontrent-elles tellement de difficultés à se maintenir? Pourquoi n'y a-t-il pas de politique intégrée pour attirer des artistes, ou pour développer une industrie culturelle?

Les dynamiques qui animent les secteurs culturels, artistiques et associatifs ne sont pas assez relayées dans l'imaginaire de la ville, qui reste dominé par les institutions belgo belges. Il est absolument nécessaire, si l'on veut créer une image positive de Bruxelles, de libérer les énergies artistiques et de les coordonner au-delà de l'institutionnel pour les faire contribuer à une image cosmopolite. Il nous semble impératif d'obliger les Communautés à coordonner leurs politiques sur le territoire bruxellois et d'installer au niveau de la Région une instance de coordination et d'intégration.

2. RENFORCER LA CONNECTIVITÉ INTERNATIONALE À PARTIR DE LA VILLE DE LA CONNAISSANCE

Bruxelles est forte en emplois hautement qualifiés, en recherche universitaire et en enseignement supérieur. Mais ces compétences, gérées au niveau communautaire, ne sont pas intégrées ni investies dans l'attractivité de la ville. Il nous semble impératif d'ouvrir une structure de collaboration régionale entre les diverses institutions et universités. Une politique commune de développement d'un enseignement supérieur au niveau international, une politique de synthèse du savoir sur Bruxelles même, une vraie politique de développement de la recherche appliquée, une vision sur le développement de Bruxelles comme ville estudiantine, une prise au sérieux de notre excellence dans le domaine des sciences du vivant et des sciences sociales, voilà autant de terrains actuellement sous-exploités, voire inexploités.

Et surtout, il faut faire valoir la recherche enracinée dans le contexte unique de Bruxelles: la

recherche sur l'interculturalité, sur le multilinguisme, sur les dynamiques urbaines, sur les relations internationales, etc. En bref, confronter l'imaginaire à la réalité urbaine de la ville et adapter son fonctionnement à cette réalité pourrait générer d'immenses possibilités de développement.

3. DEVENIR VRAIMENT LA CAPITALE DE L'EUROPE

Une ville capitale ne doit pas seulement héberger des institutions: elle doit aussi construire son image de capitale. Bruxelles possède tous les ingrédients pour être le visage humain de l'Europe, le lieu où l'Europe nouvelle, durable, sociale, culturelle et de la connaissance s'invente chaque jour, contrairement à la dimension bureaucratique qui domine actuellement. Il nous faut pour cela non seulement intégrer mieux les "expats" européens, mais aussi donner une place aux populations belges et immigrées dans la capitale européenne et la ville internationale. De leur côté, les institutions européennes doivent prendre leurs responsabilités dans le développement et le financement de leur ville d'accueil et s'insérer dans un dialogue structuré et pérenne avec les différents niveaux de pouvoir et avec les comités d'habitants. Bruxelles doit se charger de devenir cette ville de l'euroanéité, multilingue et cosmopolite, une ville durable et inclusive, un exemple d'intégration européenne attirante et émancipatrice. La présidence belge du second semestre de 2010 pourrait constituer le fer de lance de ce programme ambitieux.

Pour permettre un tel projet, la place de l'Europe dans la ville doit être attrayante et motivante. Le quartier européen doit devenir un nouveau centre-ville mixte et animé, avec une image culturelle propre, avec une animation continue, en accord avec les habitants et les usagers bruxellois et en lien avec les autres grandes villes européennes.

4. TRANSFORMER LES PRATIQUES DE L'INTÉGRATION SOCIOCULTURELLE

Pour réaliser cette refonte de l'image de Bruxelles et en faire une ville internationale attrayante, il faut repenser totalement les voies de l'intégration sociale et culturelle. En effet, la socialisation des enfants et des jeunes, et celle des nouveaux arrivants, doit être orientée en accord avec cet imaginaire international, mixte et cosmopolite. Cette image devra aussi être promue et incarnée dans des projets de qualité, dans l'architecture et l'urbanisme, dans la programmation artistique, culturelle et événementielle, ainsi que dans les médias et parmi ceux qui forgent l'opinion publique. Cela ne peut s'envisager qu'en liaison avec d'autres territoires dans le monde et, en premier lieu, en s'investissant dans les réseaux de villes. Ce n'est concevable qu'avec une attitude décripée par rapport aux autres langues et le désir de multiplier celles-ci dans la ville.

En conclusion, Bruxelles est une ville mondiale en essence et en devenir. Sa population et ses activités rendent ce statut et cette ambition possibles. Il ne s'agit pas seulement de construire cette image, puis de la vendre. Il s'agit surtout de la mettre au cœur de l'identité urbaine et d'adapter les politiques, les pratiques et les institutions à cette finalité. S'imaginer et s'identifier est un processus actif qui nécessite une mobilisation de la population et fait partie du modèle de développement qui reste à construire.

[4]

VERS UNE NOUVELLE GOUVERNANCE : EFFICACITÉ ET CONFIANCE

Aujourd'hui la gestion de la Région de Bruxelles-Capitale se caractérise par un manque de cohérence entre les sept différents niveaux de pouvoir chargés de la gestion de la ville, par une faible autonomie par rapport au fédéral et aux autres entités fédérées et par une concurrence avec les pouvoirs communaux de la Région. Ces trois particularités donnent lieu à une grande inefficacité et une faible lisibilité pour le citoyen.

L'organisation institutionnelle de la ville - une Région, dix-neuf communes, deux Communautés, trois Commissions communautaires, un gouvernement fédéral mais aucune instance de coopération métropolitaine - est le reflet de l'histoire de notre pays. Elle ne saurait toutefois prétendre répondre aux défis présents et à la nécessaire impulsion pour donner corps à une vraie ambition. La fragmentation mène aussi à la dispersion des initiatives des acteurs de la ville. Elle entraîne l'impossibilité de mener des politiques à plus grande échelle, ce qui laisse tout développement à la merci des luttes de pouvoir et des contradictions dans la gestion.

Un saut qualitatif dans la gestion de Bruxelles est donc indispensable pour relever les défis auxquels elle est d'ores et déjà confrontée.

Bien gérer Bruxelles implique de disposer d'un cadre adéquat sur le plan financier et institutionnel. Mais cela requiert aussi des efforts considérables de la part des acteurs de la ville. Les Bruxellois ont une responsabilité première pour faire fonctionner

leur ville et mettre de l'ordre dans son organisation. Il n'est pas nécessaire d'attendre une réforme de l'État ou une révision des lois de financement pour agir soi-même.

Prendre l'initiative d'améliorer son propre fonctionnement, sans attendre aide ou immixtion de l'extérieur, relève de la confiance en soi et en son projet, porté par une administration motivée, mais aussi par un souci évident d'être crédible. Cette confiance en soi et cette crédibilité sont indispensables pour prouver la valeur ajoutée que Bruxelles crée pour ses partenaires (les autres entités belges fédérale et fédérées et l'Union européenne) et sa volonté d'engager un dialogue de confiance avec eux.

1. REFONDER LES INSTITUTIONS BRUXELLOISES

Il faut clarifier les responsabilités et simplifier les structures politiques bruxelloises.

Suite à une réforme de l'État ou suite à une réorganisation interne, la Région de Bruxelles-Capitale devrait disposer soit d'un pouvoir de coordination important, soit d'une compétence exclusive dans les domaines suivants:

les taxes diverses sur les entreprises, la mobilité, le stationnement, le tourisme, les actions de nature locale ou régionale dans le domaine bi- ou multiculturel, l'accueil et l'intégration des primo-arrivants, la formation professionnelle, les musées, les infrastructures hospitalières et sportives.

Un régime spécifique doit également être prévu pour le bassin de formation et d'enseignement bruxellois en favorisant notamment le développement d'écoles bi- ou multilingues et de filières techniques innovantes.

Dans la même logique d'optimisation, il convient d'une part de mettre en débat les principales options proposées pour réévaluer le nombre des communes, redessiner leur périmètre et rééquilibrer leur poids relatif. D'autre part il faut envisager un éventuel transfert à la Région de terrains et d'équipements qui s'avèrent d'intérêt régional. Il en va de même des sociétés de logement et des CPAS. La question du cumul entre mandats régionaux et communaux (bourgmestres, échevins, présidents de CPAS) doit également être mise en débat.

2. RENOUER LES FILS DE LA CONFIANCE

Bruxelles ne peut envisager son développement socio-économique seule. Il est clair que l'accroissement de population prévu dans les 19 communes (qui s'accompagnera aussi d'un essor démographique autour de la ville) ne pourra être absorbé par la seule Région bruxelloise en termes de création de nouveaux emplois, de répartition des fonctions urbaines (espaces verts, écoles...) et de la mobilité y afférente. La grande périphérie bruxelloise devra s'y associer.

Aujourd'hui, la méfiance règne et les craintes des uns et des autres se répondent: peur dans le chef des Bruxellois de la cogestion par les deux autres Régions, peur dans le chef des Flamands d'une extension des limites de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour briser cette méfiance, il faut développer une politique modeste de petits pas. Un premier succès permettrait d'amorcer ultérieurement un cercle vertueux de confiance et de réussite. Aux fins d'avancer dans le sens d'une première coopération au sein de la zone métropolitaine bruxelloise, nous proposons que le programme de chaque gouvernement inclue un chapitre sur les domaines dans lesquels il juge utile une coopération avec d'autres partenaires de la fédération. Nous proposons ensuite de déterminer quelques actions limitées à une ou deux compétences où la perspective d'un "win-win" pour les deux parties peut être clairement établie et reconnue. Pour chacune d'entre elles, il convient d'envisager le mécanisme à la fois le plus simple et le plus efficace pour y parvenir, les parties prenantes à mettre autour de la table et la zone géographique pertinente.

Ce même processus devrait être développé en direction des institutions européennes, dont nous attendons qu'elles prennent une part accrue dans le financement de certains aspects du développement de Bruxelles et en direction des fonctionnaires internationaux dont nous attendons qu'ils contribuent davantage au financement des services de proximité qui leur sont rendus. Le développement des zones urbaines où la fonction européenne est dominante ne peut plus se concevoir sans une concertation étroite sur les besoins de l'Union européenne. De même, il est temps de déterminer les champs d'intervention possibles de l'Union, compte tenu de sa structure budgétaire.

Enfin, une bonne gestion de la ville requiert une coopération permanente entre les acteurs de la ville : institutions, partenaires sociaux et milieu associatif.

3. DONNER UNE VOIX À TOUS LES BRUXELLOIS, MOBILISER LES FORCES VIVES, RENFORCER LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Pour mobiliser la population et lui donner le goût de la chose publique, il faut d'abord **donner une voix à tous les citoyens** de Bruxelles dans le cadre d'élections régionales et communales.

Le système électoral doit refléter davantage la réalité du terrain: Bruxelles est une ville multiculturelle et multilingue et non la juxtaposition de deux Communautés linguistiques mutuellement exclusives et conjointement exhaustives. En ce sens, la carte d'identité trilingue et l'extension du droit de vote régional aux non-Belges sont non seulement hautement symboliques, mais aussi une **exigence démocratique** et un rempart contre le principe de **sous-nationalités**, destructeur de l'essence même du vivre ensemble urbain. Il est temps aussi de supprimer la dualité des collèges électoraux pour permettre la constitution de **listes bilingues**, sans abolir la protection de la minorité néerlandophone.

Gérer une ville avec autant de complexités et une population aussi diverse n'est plus possible par le seul fonctionnement de la démocratie représentative, surtout si celle-ci donne lieu à des gouvernements composés d'une mosaïque de partis. Dans le domaine de l'aménagement du territoire par exemple, il s'agit d'évaluer et de tirer profit des expériences récentes de participation (Flagey, Schémas directeurs...) pour adapter et **renforcer les modalités de la démocratie urbaine** bruxelloise, à la fois en amont et en aval des projets.

La **participation des citoyens** doit s'imaginer au niveau le plus élevé, au travers de la consultation des habitants, des organisations de la société civile et des

autres pouvoirs publics, pour les grands projets régionaux (PRD, PDI, schémas directeurs,...) et au niveau le plus local au travers de forums de quartiers à établir dans la centaine de quartiers que compte la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour transcender les clivages les plus divers qui coexistent dans une ville, il convient ensuite de mettre sur pied des coalitions de développement où les participants sont liés – au-delà de leurs divergences – par des objectifs communs.

Les **instances d'avis** sont des outils de dialogue avec la société civile, elles **doivent être revues** dans leurs rôles et missions. Cela devrait notamment être le cas du Conseil Economique et Social et du Comité Bruxellois de Concertation Economique et Sociale, avec extension de leurs compétences aux matières communautaires, à l'instar du Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen et du Comité Economique et Social de la Région Wallone. Il faudrait aussi garantir la simplification et l'articulation des différentes procédures de concertation des acteurs de la ville tel le Comité Economique et Social de la Région Bruxelloise, la Commission Régionale de Développement, le Conseil de l'Environnement, la Commission Logement et la Commission Mobilité.

Aujourd'hui, la ville ne peut plus être développée par les seules institutions, sans la contribution d'acteurs privés importants. Il s'agit dès lors d'installer un **mode de régulation** dans lequel le politique, fort d'un projet stratégique clair et légitime, garde la régie de partenariats public-privé, mais aussi public-public, collaborant dans un projet de ville.

4. UN FINANCEMENT ET UNE FISCALITÉ ADAPTÉS AUX BESOINS ET AUX RESPONSABILITÉS DE BRUXELLES

Depuis 20 ans, malgré les réformes institutionnelles, la Région de Bruxelles-Capitale reste sous-financée (500 millions d'euros par an hors compensations). Pourtant, Bruxelles devrait disposer d'un **financement équitable** pour lui permettre d'assurer son rôle de locomotive économique au profit de ses habitants et de tout le pays.

Une **modification des lois de financement** au niveau fédéral est souhaitable et une réforme fiscale régionale est indispensable pour favoriser le développement durable de Bruxelles et réduire sa vulnérabilité actuelle face à des recettes soumises aux chocs conjoncturels.

Il convient aussi de prendre à bref délai des mesures visant à limiter la congestion et la pollution automobile. Des formes intelligentes de road-pricing ou de péage urbain peuvent être envisagées à défaut d'autres solutions, en assurant une plus grande neutralité de la fiscalité fédérale à l'égard des choix de moyens de transport.

5. LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'ADMINISTRATION ET DÉVELOPPER UNE CULTURE DE L'ÉVALUATION

L'administration, lorsqu'elle est bien gérée, constitue une force pour la société. Une bonne gestion implique des orientations stratégiques clairement définies au niveau politique et une autonomie et des responsabilités bien assumées pour l'administration. Des nominations réalisées sur une base politique plutôt que sur le mérite sont profondément dommageables pour la motivation des fonctionnaires.

La tendance à confier prioritairement au privé la réalisation d'études ou de missions doit être inversée. Une réduction de la taille des cabinets ministériels, une meilleure valorisation des expertises et une réduction des emplois à statut précaire devraient également être envisagées pour requalifier la fonction de l'administration.

L'absence d'une culture de l'évaluation et le manque d'information et de transparence ne favorisent pas la bonne gestion des politiques. L'efficacité de celles-ci, ainsi que le professionnalisme et la transparence des approches doivent impérativement être renforcés. Il s'agit, par exemple, d'augmenter les missions confiées à l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse et la production de données, notamment au niveau des quartiers, afin de mieux connaître l'impact des politiques menées. Il s'agit aussi de rendre accessibles sur un site Internet unique les statistiques collectées par divers organismes et observatoires bruxellois, ainsi que toutes les études commanditées par la Région et les communes, de même que les ordres du jour et les PV du gouvernement bruxellois et des Collèges communaux.

[5]

MISER SUR LE MEILLEUR ATOUT DE BRUXELLES: SES JEUNES

Bruxelles est la ville et la Région la plus jeune du pays. Un tiers de la population a moins de 25 ans et, dans certains quartiers du centre ville, les jeunes forment la majorité de la population. Ces jeunesses sont multiformes et très diverses. Les prévisions démographiques prédisent une accentuation de cette réalité: il y aura de plus en plus de jeunes et de plus en plus de jeunes d'origine étrangère.

Ces jeunes constituent un immense atout pour Bruxelles et pour les deux Régions voisines qui grisonnent. Ils sont notre futur. Ils devront bientôt reprendre la ville en main. Nous devons avoir nettement plus d'attention pour les jeunes, les écouter, les respecter dans la singularité de leur histoire, leur donner de vraies chances de pouvoir participer à la production de la ville.

Nous sommes loin du compte. La majorité de ces jeunes vivent dans un milieu pauvre et dans des quartiers défavorisés. Un tiers des enfants de la ville vit dans des familles sans revenu du travail. L'origine sociale des jeunes est très sélective dans un enseignement en crise où trop d'enfants sont réorientés vers des impasses et trop de jeunes sortent du système sans diplôme. Le chômage des jeunes atteint des proportions inacceptables. Nous prenons le risque de voir une partie importante de la population de demain totalement coupée des enjeux du développement urbain et donc, le risque d'une impossible pacification et cohésion sociale.

Aucun projet de ville, aucune bonne gouvernance ne pourra se passer d'une politique et d'un plan global

de jeunesse. Bien qu'il s'agisse surtout de compétences communautaires, tout projet régional de développement a impérativement besoin de prendre en main la recherche de formes originales de socialisation et d'intégration des jeunes Bruxellois. C'est un déficit majeur qui doit être comblé en priorité. Il nécessite une vision transcommunautaire. Il exige une orientation commune, des moyens importants et un réel engagement. Ne rien faire n'est pas une option. Nous insistons sur la nécessité d'une forte attention portée sur la connaissance des parcours des jeunes (en particulier entre 18 et 25 ans) afin de soutenir des changements de trajectoires et d'orientations qui permettront à chacun de trouver sa place dans la société urbaine.

1. UNE VILLE "ENFANTS ADMIS"

C'est dès la petite enfance que la ville doit offrir une place reconnue à tous ses habitants.

Bruxelles se doit d'être une ville qui augmente les chances des nouveaux-nés et soutienne les jeunes parents qui en ont besoin, qui laisse les enfants respirer et jouer... en dehors de leurs quatre murs. Bruxelles, une ville pensée dans tous ses aspects avec les yeux d'un enfant. N'oublions pas que la mortalité infantile a augmenté à Bruxelles. La ville doit devenir un meilleur cadre de vie pour les enfants qui ont droit à leurs espaces publics et de jeux. Les plans d'infrastructures et de services (le plan crèche par ex.) doivent être renforcés. Dès le plus jeune âge, une attention particulière doit être portée au lien avec les langues maternelles et en même temps à

l'apprentissage des langues nationales, comme à l'insertion sociale dans une société mixte. Les enfants doivent pouvoir devenir des citoyens de leur quartier.

2. UN PLAN D'URGENCE POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Le chantier par excellence est l'éducation et l'enseignement.

Notre enseignement devrait être un lieu de construction de la citoyenneté, où nos enfants pourraient aiguïser leur esprit critique et accéder le plus longtemps possible à un savoir universel.

Il ne s'agit pas de formater les esprits, mais d'aider les jeunes à lire le monde et la société dans laquelle ils vivent, à exercer dès le plus jeune âge leurs passions, sans les contraindre trop tôt aux réalités du marché du travail. C'est une condition nécessaire pour leur permettre de faire un choix libre et responsable d'une formation adéquate, en vue de leur intégration future dans le monde du travail.

Il est clair que l'organisation actuelle de l'enseignement bruxellois s'avère incapable de relever les défis, tant au niveau quantitatif et qualitatif, qu'au niveau de son organisation ou des modèles pédagogiques. Au-delà du contexte institutionnel, la Région doit prendre la responsabilité d'exiger un enseignement de qualité au bénéfice de tous ses jeunes.

À cet effet, elle doit mobiliser les Communautés, réseaux et pouvoirs organisateurs dans le cadre d'un plan global cohérent et ambitieux, bien adapté à la réalité bruxelloise du XXIème siècle, particulièrement pour l'apprentissage des langues.

Ce plan devra analyser toutes les pistes possibles de coopération entre entités fédérées et entre réseaux d'enseignement sans tabou aucun.

Pour fonder ce plan et en choisir les premières étapes, il conviendra de reconnaître les pistes de solution déjà défrichées et éprouvées par des équipes pédagogiques dynamiques et motivées ainsi que par de nombreuses associations de la société civile, dont les organisations créées par les enseignants eux-mêmes et en particulier leurs syndicats, de même que par les parents d'élèves. En outre, il faudra prendre en compte les études et avis déjà rendus au sein des organes de consultation existants sur la place bruxelloise, ainsi que celui émis par les partenaires sociaux. Malgré les manques évidents en données statistiques qu'il s'agira de combler, la connaissance des problèmes du terrain existe bel et bien en suffisance. La première tâche importante du pouvoir politique est donc de construire des méthodes qui permettent de rassembler et partager les savoirs détenus par différents acteurs, ainsi que par différents niveaux d'intervention et de pouvoir.

L'éducation et l'enseignement étant l'affaire de toutes et tous, ce plan ne se contentera pas de désigner clairement les responsabilités de chacun, auquel cas, il resterait lettre morte. Il veillera à mutualiser ces responsabilités et à favoriser les dispositifs favorables à la mobilisation des parents (en tenant compte des inégalités de départ dans la communication), des associations précitées, des entreprises et des syndicats. Il aura l'audace de solliciter la convergence d'autres politiques: de la famille, de la vie des quartiers, de l'aide à la jeunesse, de l'art et de la culture - en particulier le rôle des medias -, du sport, du logement et de l'aménagement de l'espace public.

Nous insistons pour que le prochain gouvernement régional mette en place une **Conférence Régionale sur l'Éducation** qui implique tous les partenaires, afin d'élaborer un plan commun et de les intégrer dans une politique responsable.

Il est indispensable d'investir massivement dans les écoles des quartiers populaires dont les classes surpeuplées et les besoins spécifiques constituent des lieux par excellence de reproduction des inégalités. Cet investissement massif peut se réaliser, soit au travers d'un **financement privilégié** de ces établissements, soit au travers d'un **financement spécifique de chaque élève** en fonction des difficultés d'éducation qu'il présente (chèque cartable).

Il va de soi que les jeunes Bruxellois, citoyens d'une ville multilingue doivent, dès le plus jeune âge, apprendre une seconde langue, voire plusieurs. L'enseignement doit être **adapté** pour répondre efficacement à cet impératif.

L'effort principal doit tendre vers l'accès à une école de qualité et l'abolition des inégalités flagrantes entre écoles tout en instaurant progressivement davantage de mixité dans les écoles.

Cela doit permettre à Bruxelles de passer d'une ville multiculturelle et multicommunautaire (les groupes coexistent) à une **ville interculturelle** (aucun groupe ne s'isole). Ceci représente certes un gros investissement aujourd'hui, mais il permettra d'éviter d'autres plus tard, sans doute bien plus lourds et décidés sous la contrainte...

3. ADAPTER LES FORMATIONS

Il est clair qu'il y a **inadaptation** des niveaux de formation aux besoins du marché de travail fortement

qualifié de Bruxelles. Il faut donc amplifier les programmes de formation afin de donner toutes les chances d'accès au marché du travail. Des réajustements s'imposent: repenser des formations collectives et territorialisées (par exemple, prévoir dans un contrat de quartier l'insertion par la mission locale d'une formation adaptée à un groupe); former en vue d'emplois qui se dégageront dans des marchés émergents; pousser aussi les entrepreneurs à s'investir dans des activités utilisant les capacités existantes, y compris au travers de l'économie sociale, encore trop peu développée à Bruxelles. Les programmes de formation doivent également mieux s'adapter à la complexité de l'économie urbaine, qui n'est pas **totallement couverte** par le marché du travail formel. Pour cela, il importe de **rendre visible** les multiples pratiques existantes, de les amplifier et de les intégrer dans des partenariats plus larges et plus adaptés aux échelles nécessaires.

4. UNE VILLE OUVERTE AUX JEUNES ET À LEUR PAROLE

La population jeune est fortement renforcée par les nouveaux arrivants. Les politiques d'accueil sont aussi multiformes et fortement segmentées. Il y a lieu que la Région installe une coordination et une communication transparente afin de répondre aux **besoins des nouveaux arrivants** plutôt qu'au besoin des institutions.

La majorité des jeunes sont concentrés dans les quartiers centraux. Ce centre-ville se développe autour du canal, symbole de la fracture, qui doit devenir **symbole de la cohésion sociale**. Le développement du centre doit être marqué par la présence des jeunes. Ceux-ci doivent être approchés à partir de leurs capacités et désirs existants afin de développer des activités nouvelles. Une économie de proximité,

une économie des jeunes, pourrait être un vecteur de redéploiement du centre-ville. Pour cela, la stigmatisation d'une jeunesse problématique doit être remplacée par une dynamique de quartiers jeunes insérés dans un projet urbain.

Notre approche doit donc changer. Bruxelles se doit de devenir une ville qui se coproduit avec, pour et par tous les jeunes et s'organise pour y arriver (en transcendant les inégalités sans les nier). Elle doit être une ville qui donne l'occasion à tous les jeunes de **développer leurs talents et leur créativité**, ainsi que d'apprendre à agir en équipe. Une ville qui stimule toutes les passerelles possibles entre communautés, quartiers et groupes sociaux, qui favorise le multilinguisme, qui reconnaisse la place des jeunes parents et soutienne leur rôle irremplaçable. Les jeunes ne sont pas là pour résoudre les contradictions des adultes. Les adultes et la ville sont là pour offrir un espoir et un futur. Si les jeunes de Bruxelles n'ont pas nécessairement de passé commun, nous exigeons une ville qui ait l'ambition et la passion de leur rendre accessible un avenir commun, dans le respect de la diversité de chacun.

Nous pensons qu'une politique de jeunesse bruxelloise est la **clé de voûte** d'un réel Plan Régional de Développement. Nous voulons voir émerger un espace de parole public et un "Conseil des Jeunes Bruxellois". Il s'agit de responsabiliser les associations de jeunes en les invitant à **co-produire un projet de ville** en dialogue avec le gouvernement régional et de favoriser des rencontres entre associations de différents quartiers et communes.

Nous invitons les jeunes de Bruxelles à prendre en main leur destinée et le futur de Bruxelles.

Pourquoi ne pas lancer un processus de rencontre? Une sorte d'États généraux des Jeunes au départ des écoles, des mouvements de jeunesse, des quartiers, d'entreprises et d'associations qui relient des jeunes d'ici avec les jeunes d'ailleurs? Tout cela sous le signe de la création et de l'humour Zinneke, sous le signe de l'appropriation de la ville par la danse et la musique, de l'accès des jeunes à toute la ville de jour et de nuit, pour lutter symboliquement contre toutes les formes de discrimination...

**PARCE QUE NOUS COMPTONS
SUR LE DYNAMISME DES
JEUNES POUR FAIRE DE
BRUXELLES LA VILLE DONT
NOUS RÉVONS, NOUS DÉDIONS
LE PROCESSUS ET LES
RÉSULTATS DES ÉTATS
GÉNÉRAUX À TOUS LES
JEUNES CITOYENS DE
BRUXELLES.**

ÉTATS GÉNÉRAUX DE
STATEN-GENERAAL VAN
CITIZENS' FORUM OF

 **BRUXELLES
RUSSEL
RUSSELS**

ÉTATS GÉNÉRAUX DE
STATEN-GENERAAL VAN
CITIZENS' FORUM OF

 RUXELLES
RUSSEL
RUSSELS